

CONTRAT FINANCIER 2011

dans le cadre du programme d'Education et de Formation Tout au Long de la Vie [1]

Contrat financier n°2011-1-FR1-ERA02-25045

Programme sectoriel - ERASMUS

L'agence Europe-Education-Formation France

Programme Erasmus Mobilité

25 Quai des Chartres

33080 Bordeaux Cedex

N° SIRET : 187 512 512 000 34

ci-après dénommée "l'agence nationale", représentée aux fins de la signature du présent contrat financier par **Monsieur Antoine GODBERT, Directeur**

d'une part

Et

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

1 Place Dauphine

67000 STRASBOURG

Code Erasmus : STRASBO51

Charte N° : 357454-IC-1-2011-FR-ERASMUS-EUCX-1

ci-après dénommé(e) le bénéficiaire, représenté(e) aux fins de la signature du présent contrat financier par

M. Daniel PAYOT, Président, son représentant légal,

d'autre part

ont convenu

Ce contrat financier est à imprimer et à renvoyer dans les **45 jours suivant son envoi** par l'agence nationale par voie postale (en **3 exemplaires avec signature et tampon originaux**) et accompagné de deux RIB (en cas de modification des coordonnées bancaires depuis l'envoi du formulaire de candidature) à l'attention de votre gestionnaire à l'adresse suivante :

Agence Europe-Education-Formation France
Département Gestion - Pôle Erasmus
25 quai des Chartres
33080 BORDEAUX Cedex

Cadre réservé à l'agence nationale	
Vérification :	Visa :

[1] *Décision n°1720/2006/EC du parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, publié au Journal officiel des communautés européennes n°L327/45 du 24 novembre 2006.*

des conditions particulières, des conditions générales et des annexes suivantes :

Annexe I Formulaire de candidature dont l'agence nationale a accusé réception sous le numéro :
2011-1-FR1-ERA02-25045

Annexe II Formulaire électronique de rapport intermédiaire et de rapport final

Annexe III Engagement de la mobilité de l'établissement bénéficiaire

Annexe IV Accord interinstitutionnel

Annexe V Documents de mobilité entre le bénéficiaire et les participants individuels à la mobilité :

a) KIT Etudiant – Période Etudes :

- Le contrat étudiant
- Le contrat d'études
- La charte des étudiants Erasmus
- Le rapport étudiant (période d'études)
- L'attestation de présence

b) Kit Etudiant – Période de stage :

- La convention de stage comprenant les annexes suivantes :
- Le contrat de formation et d'engagement qualité pour les stages étudiant
- Les conditions générales
- La charte des étudiants Erasmus
- Le rapport de stage
- L'attestation de présence

c) KIT Enseignant - Mobilité d'enseignement :

- Le contrat d'enseignement comprenant le programme d'enseignement
- L'attestation de présence
- Le rapport d'enseignement

d) KIT - Mobilité de formation :

- Le contrat de formation comprenant le plan de travail
- L'attestation de présence
- Le rapport mobilité de formation

Annexe VI Règles générales d'utilisation des fonds Erasmus pour l'année académique 2011-2012, selon le contrat financier signé entre la Commission européenne et l'agence nationale comprenant les dispositions relatives aux étudiants Erasmus suivant un CIEL.

qui font partie intégrante du présent contrat (ci-après dénommé « le Contrat »).

Les conditions générales et les annexes sont publiées à l'adresse suivante : <http://ulyssse.2e2f.fr>

Les dispositions indiquées dans les conditions particulières prévalent sur celles des annexes citées ci-dessus.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA SUBVENTION

- 1.1 L'agence nationale a décidé de subventionner le bénéficiaire pour un projet de mobilité Erasmus dans le cadre du Programme d'Education et de Formation Tout au Long de la Vie.
- 1.2 Le bénéficiaire accepte la subvention dans les termes et conditions du présent contrat. Il s'engage à tout mettre en œuvre pour réaliser, sauf en cas de force majeure, l'action décrite dans l'annexe VI. En particulier, dans la mise en œuvre de l'action, le bénéficiaire respectera strictement la Charte Universitaire Erasmus standard ou la Charte Universitaire Erasmus étendue (combinée ou stage uniquement) et les engagements de mobilité décrits dans l'annexe III.

ARTICLE 2 – DUREE

- 2.1 Le contrat entre en vigueur à la date de signature par la dernière des deux parties (l'agence nationale).
- 2.2 La période d'éligibilité des activités débute le **1er juin 2011** inclus et se termine le **30 septembre 2012** inclus.

ARTICLE 3 - FINANCEMENT DE L'ACTION

3.1 L'agence nationale cofinance les coûts de mise en œuvre de l'action à hauteur du montant précisé ci-dessous :

Détail du financement	Montant total maximal (€)	Montant de l'acompte (80 % du CF)
SMS Mobilité des étudiants Etudes	<ul style="list-style-type: none"> Subvention pour 34 étudiant(s) pour 170 mois : 27 200,00€ Subvention CIEL pour 4,00 étudiant(s) : 640,00€ Subvention voyage (PTOM) : 0,00€ Subvention handicapé pour 0 étudiants : 0,00€ 	27 840,00
SMP Mobilité des étudiants Stages	<ul style="list-style-type: none"> Subvention pour 14 étudiant(s) pour 28 mois : 9 800,00€ Subvention CIEL pour 2,00 étudiant(s) : 320,00€ Subvention voyage PTOM : 0,00€ Subvention formation courte : 0,00€ Subvention handicapé pour 7 étudiants : 0,00€ 	10 120,00
STA Mobilité d'enseignement	<ul style="list-style-type: none"> Subvention pour 8 individu(s) (enseignant de l'établissement «sortant» ou personnel d'entreprise invité «entrant») pour 8 semaine(s) Subvention PTOM : 0,00€ Subvention handicapé pour 0 individu(s) : 0,00€ 	5 600,00
STT Mobilité de formation	<ul style="list-style-type: none"> Subvention pour 2 individu(s) (personnel enseignant et non enseignant de l'établissement «sortant») pour 2 semaine(s) Subvention PTOM : 0,00€ Subvention handicapé pour 0 individu(s) : 0,00€ 	1 400,00
OM Organisation de la mobilité	<ul style="list-style-type: none"> Subvention pour l'organisation de la mobilité calculée sur la base de 51 individu(s) mobile(s) : 3 815,00€ 	3 052,00
MONTANT TOTAL CONTRAT FINANCIER		48 775,00
		39 020,00

3.2 Le montant final total de chaque ligne budgétaire est déterminé selon les règles définies ci-dessous :

■ **Mobilité étudiante (SM = SMS et SMP) :** période d'études (SMS) et période de stage en entreprise (SMP). La subvention est déterminée en fonction du nombre de mobilités et du nombre de mois réalisés selon les règles fixées dans l'Annexe VI du présent contrat.

■ **Mobilité des personnels (ST = STA et STT) :** Mobilité d'enseignement (STA) et mobilité de formation (STT).
 La subvention est déterminée comme suit :

- Frais de voyage (y compris les frais de visas) : sur la base des frais réels engagés selon les règles générales fixées dans l'Annexe VI du présent contrat et selon les éléments justifiés dans les documents référencés dans l'article 4.2 ci-après.
- Frais de séjour : sur la base du nombre et de la durée des mobilités réalisés selon les règles fixées dans l'Annexe VI du présent contrat.

■ **Organisation de la mobilité (OM) :**

- Cette subvention est déterminée sur la base du nombre total de participants (étudiants sortants y compris les étudiants non-allocaataires; enseignants et autres personnels y compris les personnels en mobilité de formation non-allocaataires; personnels des entreprises invités), et sur la base de 4 tranches dégressives mentionnées dans l'Annexe VI. Néanmoins, une marge de 10 % est tolérée, ce qui signifie que si le nombre de mobilités réalisé est inférieur de 10 % au nombre de mobilités indiqué à l'article 3.1, la subvention OM n'est pas revue à la baisse. Un nombre de mobilités réalisé supérieur au nombre de mobilités prévu au contrat n'entraînera pas une augmentation de la subvention OM.

- La subvention OM ne pourra pas être réduite à moins de 500 euros, même si le nombre de mobilités réalisé est inférieur au nombre de mobilités prévu dans le contrat, sauf en cas d'absence totale de mobilité en 2011-2012, auquel cas la subvention OM est égale à zéro.

3.3 Tout autre coût lié à l'activité est à la charge du bénéficiaire.

3.4 Transfert entre lignes budgétaires

Le bénéficiaire peut transférer :

- ☐ dans la limite des fonds disponibles sur chaque ligne débilitée **et**
- ☐ uniquement si le transfert permet de financer une augmentation de la durée dans la ligne créditée (dans le respect des plafonds d'allocation) **et**
- ☐ selon les plafonds suivant :

- jusqu'à 100 % du montant de la SMS vers la SMP et inversement
- jusqu'à 100 % du montant de la STA vers la STT et inversement
- jusqu'à 100 % du montant de l'OM vers la SM dans la limite du montant éligible recalculé selon le nombre d'individus déclaré dans le rapport intermédiaire (comme indiqué dans le paragraphe 3.2 ci-dessus)
- jusqu'à 100 % du montant de l'OM vers la ST dans la limite du montant éligible recalculé selon le nombre d'individus déclaré dans le rapport intermédiaire (comme indiqué dans le paragraphe 3.2 ci-dessus)
- jusqu'à 20 % du montant de la ST vers la SM

Aucun autre transfert n'est autorisé.

3.5 Modification du montant maximum contractuel

Si des reliquats sont disponibles au niveau national, ils peuvent être distribués aux établissements. Le montant maximum total indiqué à l'article 3.1 du contrat peut être revu à la hausse si le bénéficiaire fait état de plus de mobilités dans son rapport intermédiaire qu'initialement prévu. Le bénéficiaire doit soumettre et envoyer son rapport intermédiaire selon la procédure définie dans l'Annexe VI et au plus tard le **17 février 2012**. Le bénéficiaire doit indiquer dans son rapport intermédiaire le nombre de mobilités déjà engagé au titre de la première tranche, la meilleure estimation du nombre de mobilités qu'il est en mesure d'utiliser d'ici la fin de la période de convention de subvention et le montant des fonds qui restent inutilisés le cas échéant.

Si le bénéficiaire déclare un nombre de mobilités inférieur au nombre initialement prévu, le montant maximum contractuel peut être revu à la baisse.

Toute augmentation ou réduction fait l'objet d'un avenant écrit au présent contrat. L'avenant est effectif après la signature par la dernière des deux parties (agence nationale).

3.6 Principes de répartition des fonds aux individus en mobilité.

3.6.1 Mobilité étudiante

Le bénéficiaire doit tenir compte des besoins individuels dans sa répartition des allocations aux étudiants. Le calcul des allocations est effectué par le bénéficiaire sur la base des règles d'utilisation de l'Annexe VI.

Le bénéficiaire doit s'efforcer de répartir aux individus en mobilité, les fonds nécessaires aux activités de mobilité conformément aux documents et dispositions en annexe de ce contrat :

Pour la mobilité étudiante (SM), documents obligatoires :

- **Période d'études (SMS) :** contrat étudiant Erasmus, contrat d'études, charte des étudiants Erasmus, attestation de présence et rapport étudiant.
- **Période de stage (SMP) :** convention de stage (contrat de formation, engagement qualité, charte des étudiants et rapport de stage inclus) et attestation de présence.

3.6.2 Mobilité des personnels

Pour la mobilité des personnels (ST), documents obligatoires :

- **Mobilité d'enseignement (STA) :** contrat d'enseignement Erasmus (programme d'enseignement inclus), attestation de présence et rapport enseignant.
- **Mobilité de formation (STT) :** contrat mobilité de formation Erasmus (programme de formation inclus) attestation de présence et rapport mobilité de formation.

ARTICLE 4 – MODALITES DE PAIEMENT

4.1 Préfinancement

Premier acompte : dans les 45 jours suivant l'entrée en vigueur du présent contrat, un premier acompte de 39020,00 €, représentant 80 % du montant total mentionné à l'article 3.1, est effectué par l'agence nationale au bénéficiaire.

Deuxième acompte : le bénéficiaire doit transmettre un rapport intermédiaire à l'agence nationale au plus tard le 17 février 2012, selon les règles de l'annexe VI (règles générales d'utilisation des fonds Erasmus). Le rapport doit faire état des mobilités par établissement participant.

En fonction des mobilités déclarées au rapport intermédiaire, l'agence nationale procède :

- au paiement d'un deuxième acompte de 20 % maximum du montant mentionné à l'article 3.1 du contrat, après approbation du rapport intermédiaire et si le bénéficiaire déclare avoir payé et/ou engagé aux individus en mobilité, au moins 70 % du montant du premier acompte,
- ou à aucun acompte supplémentaire,
- ou à l'envoi une décision de recouvrement.

L'agence nationale doit approuver ou refuser le rapport intermédiaire, tout document justificatif ainsi que la demande de deuxième acompte dans les 45 jours. Ce délai peut être suspendu lorsque des documents ou informations supplémentaires sont requis par l'agence nationale. Dans ce cas, le bénéficiaire dispose de 30 jours pour les transmettre.

L'agence nationale peut demander le remboursement partiel ou total de l'avance si :

- Le rapport intermédiaire et/ou les justificatifs ne sont pas soumis dans les délais impartis ;
- Le rapport intermédiaire est toujours incomplet malgré les relances adressées par l'agence nationale au bénéficiaire ;
- L'activité n'est pas exécutée conformément aux dispositions du présent contrat.

L'agence nationale verse le deuxième acompte dans un délai maximum de 45 jours suivant l'approbation du rapport intermédiaire, en fonction des mobilités réalisées, en cours ou à venir.

Si, le bénéficiaire ne peut justifier le paiement ou l'engagement des 70 % dans son rapport intermédiaire, il peut les déclarer ultérieurement en retournant à l'agence nationale l'attestation de paiement/engagement des 70 %. Cette attestation est traitée conformément à la procédure de soumission du rapport intermédiaire mentionnée ci-dessus.

4.2 Paiement du solde

Le bénéficiaire soumet un **rapport final** à l'agence nationale au plus tard le 30 septembre 2012, **selon le modèle fourni en annexe II**. Le rapport final est considéré comme une demande de versement du solde du contrat financier.

L'agence nationale peut demander le remboursement partiel ou total d'une quelconque avance si :

- Le rapport final et/ou les justificatifs ne sont pas soumis dans les délais impartis ;
- Le rapport final est incomplet malgré les relances adressées par l'agence nationale au bénéficiaire ;
- L'activité n'est pas exécutée conformément aux dispositions du présent contrat, excepté si le bénéficiaire se trouve dans l'incapacité d'exécuter ladite action pour raison de force majeure.

L'agence nationale peut également demander au bénéficiaire de lui fournir la copie des documents suivants

Pour la mobilité des personnels :

- pour la contribution aux frais réels, c'est-à-dire pour les frais de voyage (frais de visa inclus) ;
- factures, reçus, titres de transports, photocopie du visa, carte d'embarquement, preuve de paiement;
- pour les frais de séjour : attestation de présence signée par l'établissement/organisme d'accueil portant mention des dates effectives de la mobilité.
- pour les allocations forfaitaires : le rapport de l'étudiant, les justificatifs de transport ou tout autre document justifiant les dates d'arrivée et de départ dans le/du pays d'accueil.
- pour l'organisation de la mobilité : la liste des individus ayant effectué une mobilité.

Pour la mobilité étudiante :

- pour les allocations forfaitaires : la preuve de la participation à l'action. En premier, une attestation de présence signée par l'établissement d'accueil justifiant les dates d'arrivée et de départ dans le/du pays d'accueil, le rapport final de l'étudiant ou tout autre document justifiant les dates d'arrivée et de départ dans le/du pays d'accueil.

Pour l'organisation de la mobilité :

- la liste des individus ayant effectué une mobilité.

Tous les montants doivent être déclarés dans le rapport final en euro. Le bénéficiaire doit convertir tous les coûts en euro sur la base du taux de change en vigueur le jour du paiement de l'avance par l'agence nationale. Les taux de conversion sont disponibles à l'adresse suivante :

http://www.finances.gouv.fr/a_votre_service/informations_pratiques/chancellerie/recherche.php

Dans les 45 jours suivant la soumission du rapport final, l'agence nationale doit approuver ou rejeter ce rapport ainsi que tout document complémentaire. Cette période peut être suspendue lorsque l'agence nationale demande des justificatifs supplémentaires ou toute information au bénéficiaire. Dans ce cas, le bénéficiaire a 30 jours pour transmettre les documents ou informations complémentaires.

Dans les 45 jours suivant l'approbation du rapport final, l'agence nationale notifie par écrit au bénéficiaire le montant définitif du contrat et selon les cas, procède au versement du solde ou émet une décision de recouvrement.

4.3

Le bénéficiaire utilise les outils informatiques requis par l'agence nationale et la Commission Européenne, en accord avec les instructions qui seront fournies à cet effet, pour la soumission des rapports ou pour permettre la diffusion des projets.

ARTICLE 5 – COMPTE BANCAIRE

Les paiements des subventions sont effectués par l'agence nationale, en euro, sur le compte bancaire du bénéficiaire dont les données sont renseignées ci-dessous :

code banque	code guichet	n° de compte	cléf	domiciliation
30001	00806	000010500002 053100000000	07 56	BDF STRASBOURG

Ce compte bancaire ou sous-compte doit permettre d'identifier les paiements effectués par l'agence nationale.

OBLIGATOIRE : Si vos coordonnées bancaires sont différentes de celle indiquées ci-dessus, veuillez compléter les informations ci-dessus et joindre deux RIB/RIP.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GENERALES

Toute communication relative au présent contrat sera faite par écrit.

ARTICLE 7 – LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

La subvention est régie par les dispositions du contrat, par les dispositions européennes d'application et de façon subsidiaire par la loi française. Le Tribunal du siège de l'agence nationale est seul compétent pour tout litige relatif au présent contrat.

ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNEES

8.1 Toutes les informations personnelles contenues dans le contrat seront traitées par :

- l'agence nationale conformément à la législation nationale en vigueur (article 34 de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978) ;
- les organes et institutions de l'Union Européenne dans le respect des dispositions du Règlement (EC) N° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 (toute question sur la mise en œuvre dudit règlement doit être adressée au contrôleur européen de la protection des données à l'adresse <http://www.edps.europa.eu>) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes de l'Union Européenne et à la libre circulation de ces dernières.

8.2 Ces données sont traitées seulement en rapport avec la mise en œuvre et le suivi des contrats par l'agence nationale et la Commission Européenne, sans préjudice de la possibilité de communiquer ces données à la CNIL, au service d'audit interne de la Commission Européenne, à la cour des comptes européenne, au panel des irrégularités financières et à l'office européen de lutte anti-fraude (OLAF) afin de préserver les intérêts financiers de l'Union Européenne.

8.3 A la demande écrite du candidat, ses données personnelles peuvent lui être communiquées pour être corrigées ou complétées. Toute question relative à ces données doit être adressée à l'agence nationale. A tout moment, les bénéficiaires peuvent déposer un recours auprès de la CNIL ou du contrôleur européen de la protection des données, sur la manière dont leurs données personnelles ont été traitées.

ARTICLE 9 – AUTRES CONDITIONS PARTICULIERES

9.1 L'article 15.4 des conditions générales ne s'applique pas au présent contrat.

9.2 Par dérogation à l'article 2.2, les mobilités étudiantes de stage commençant avant le 1er juin 2012 peuvent être prolongées exceptionnellement au-delà du 30 septembre 2012 mais devront être terminées au 31 octobre 2012 au plus tard. Cependant, la procédure liée à la remise du rapport final énoncée dans l'article 4.2 demeure inchangée.

9.3 Toute modification du montant total maximum de la subvention attribuée au bénéficiaire fera l'objet d'un avenant envoyé au plus tard le 30 juin 2012.

9.4

Le bénéficiaire respectera l'exigence spécifiée dans le guide LLP 2011 selon laquelle l'action ne bénéficiera du soutien financier d'aucune autre subvention émanant du budget de l'Union Européenne. En cas de non respect de cette exigence, l'agence nationale se réserve le droit de résilier le présent contrat en invoquant l'article 12.2. g) et d'appliquer les corrections financières citées à l'article 12 des conditions générales.

9.5

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie, tout produit ou matériel créé à l'aide de la subvention, et dans toute déclaration ou tout entretien, conformément aux lignes directrices relatives à l'identité visuelle fournies par la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/publ/graphics/identity_en.html

Toute référence faite, dans quelque publication que ce soit – y compris sur Internet – au soutien financier reçu de la Commission Européenne, doit être accompagnée d'une mention établissant clairement que le contenu de la publication n'engage que son/ses éditeur(s) et ne constitue en rien le point de vue de la Commission ou de ses services.

9.6

Le bénéficiaire doit participer à au moins une réunion organisée par l'agence nationale.

9.7

En complément de l'article 5 des conditions générales, et à des fins de communication avec le public, le bénéficiaire autorise l'agence nationale et la Commission Européenne à publier, sous quelle que forme ou média que ce soit, y compris internet, l'adresse internet du bénéficiaire.

<p>Le bénéficiaire (représentant légal)</p> <p>M. Daniel Payot, Président</p> <p>Signature</p> <p>Cachet</p> <p>Fait à <i>Strasbourg</i>, le <i>13 décembre 2011</i></p>	<p>L'agence nationale</p> <p>Monsieur Antoine GODBERT, Directeur</p> <p>Signature</p> <p>Fait à Bordeaux, le <i>21 Dec 2011</i></p>
--	---

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Cité de la musique et de la danse

1, place Dauphine

67076 STRASBOURG cedex